

Le FN est l'ennemi du monde du travail Il faut le battre dès le premier tour de la présidentielle!

La CGT vote pour le progrès social

A l'approche des élections présidentielles, la CGT souhaite continuer de porter des exigences économiques, sociales et environnementales durant cette campagne.

La CGT porte des propositions alternatives économiques et sociales en adéquation avec les exigences, les possibilités de notre époque et les aspirations des travailleurs, retraités, privés d'emplois.

Elle porte au cœur de sa démarche, la question du travail. Derrière ce mot, nous parlons de son organisation, du paiement des qualifications et de l'expérience, de la formation initiale et continue, des souffrances qu'il peut générer sur la santé.

Il est insupportable que certains perdent leur vie au travail, pendant que d'autres la perdent parce qu'ils n'en n'ont pas.

C'est pourquoi, nous revendiquons notamment une augmentation des salaires et des pensions avec, comme référence, le SMIC à 1800 euros, une réduction du temps de travail avec, comme référence, une durée de 32 heures hebdomadaire, un nouveau statut du travail et une sécurité sociale professionnelle, une protection sociale de haut niveau, des moyens supplémentaires pour les services publics, comme par exemple la santé, la culture et l'éducation, et la construction d'une véritable Europe sociale.

Dans un pays où les 40 plus grandes entreprises viennent de dégager 75 milliards d'euros de bénéfices et de verser à leurs actionnaires près de 500 milliards en 10 ans, les moyens existent.

Nous alertons le monde du travail contre ceux, à l'extrême droite, dont le FN est l'un des porte-drapeaux, qui prônent la division des travailleurs du fait de leur origine, leur statut ou leur situation sociale. Diviser pour mieux régner, c'est un vieux dicton toujours d'actualité aux yeux de certains. C'est aussi une façon de ménager et de servir les véritables responsables de la crise qui continuent de s'enrichir de façon insolente. Alors qu'au contraire les salariés ont besoin d'être unis.

Voter est un droit dont beaucoup de citoyens dans le monde, sont privés. C'est la marque de la démocratie, les travailleurs doivent s'en saisir. Les exigences et les choix du peuple doivent être respectés avant, pendant et après les élections. Les salariés doivent être entendus lorsqu'ils se mobilisent, lorsqu'ils revendiquent et qu'ils proposent des alternatives.

Nous refusons d'avoir le choix entre le pire et le moins pire.

Nous voulons le meilleur!

UL CGT BREST

mail: ulcgtbrest@wanadoo.fr



NOUS VOULONS LE MEILLEUR IL FAUT RÉDUIRE LE TEMPS DE TRAVAIL 32h et emploi

Les politiques publiques en faveur de l'emploi se sont souvent résumées à des aides aux entreprises sous forme de crédit d'impôt et d'exonération de cotisations sociales.

Le résultat, c'est 200 milliards d'euros d'aides publiques sans aucune efficacité sur la création d'emplois. La seule mesure de ces dernières années qui a permis de créer des emplois et de réduire le chômage a été la loi portant la durée légale à 35 heures hebdomadaires.

Ce sont plus de 350 000 emplois en solde net et 2 millions d'emplois qui ont été créés sur cette période.

Réduire la durée légale hebdomadaire à 32 heures, c'est faire baisser la durée réelle du temps de travail qui est aujourd'hui de 39 heures pour la faire passer dans un premier temps à 35 heures effectives puis ensuite à 32 heures.

Cela permettrait de créer 4 millions d'emplois, de booster la croissance et d'anticiper l'arrivée de nouvelles ruptures technologiques comme l'avènement du numérique, du digital et de la robotisation.

La nouvelle réduction du temps de travail que nous proposons doit maintenir le pouvoir d'achat et les salaires, doit réduire les inégalités en terme de temps de travail et s'attaquer à la précarité.

Cela passe par une loi qui détermine une nouvelle durée légale hebdomadaire à 32 heures pour toutes et tous créatrice d'emplois et sans perte de salaire. Dans ce cadre les négociations de branches et d'entreprises devront améliorer la loi pour tous les salarié-e-s et donc rétablir la hiérarchie des normes et le principe de faveur. Cela passe par l'abrogation des principales mesures de la loi travail.



Les 32h permettraient de créer 4 millions d'emplois, de booster la croissance et d'anticiper l'arrivée de nouvelles ruptures technologiques comme l'avènement du numérique, du digital et de la robotisation.

Vous ne voulez pas en rester là! Ensemble, dans le syndicat, nous serons plus fort-e-s.

Bulletin de contact et de syndicalisation

Nom:	Prénom:
Adresse :	
	Ville :
Téléphone :	Courriel :

